

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 01/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TECHNIQUES SURFACES REW**

5001 Rue de la Forge  
25700 Valentigney

Références : UID257090/SPR/AB/2026-0319A  
Code AIOT : 0005906227

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement TECHNIQUES SURFACES REW implanté Rue de la Forge ZAC des Combottes 25700 Valentigney. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre des suites données par l'exploitant aux non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 04/09/2024, avec notamment :

- les 3 campagnes d'identification et d'analyse des substances PFAS réalisées mais ne respectant pas les exigences de l'arrêté Ministériel du 20/06/2023 ;
- programme de surveillance mis en place par l'exploitant présentant des carences en termes de paramètres et de fréquence de mesures ;
- la présence de produits incompatibles (acides et bases) sur la même rétention.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TECHNIQUES SURFACES REW
- Rue de la Forge ZAC des Combottes 25700 Valentigney
- Code AIOT : 0005906227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Techniques Surfaces REW appartient au groupe HEF, leader mondial de l'ingénierie des surfaces. Le site de Valentigney est spécialisé dans le traitement de surface de pièces métalliques, principalement pour le secteur de l'automobile. 7000 tonnes de pièces environ sont traitées par an.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1  | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4       | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 3  | Autosurveillance des rejets aqueux                   | Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 4.5.2   | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 4  | Entretien des moyens d'intervention                  | Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 7.8.2   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 5  | Ressources en eau                                    | Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 7.8.4   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 7  | Conduite de l'unité de traitement                    | Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 8.1.4.2 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 8  | Conditions générales de rejet                        | Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 3.2.3   | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 2  | Produits incompatibles – rétentions non déportées | Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 7.5.2 | Sans objet        |
| 6  | Consommation                                      | Arrêté Préfectoral du 08/10/2021,               | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
|    | d'eau spécifique  | article 8.1.3.4         |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives ont été réalisées en ce qui concerne la réorganisation du stockage sur les racks et la mise en place d'un cloisonnement supplémentaire au niveau de la rétention pour éviter le mélange de produits incompatibles en cas d'écoulement.

Néanmoins la visite d'inspection a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- la quatrième campagne « PFAS » requise par l'inspection au niveau des 3 rejets du site n'a pas encore été réalisée ;
- le programme de surveillance ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant va demander un allègement sur la base des analyses hebdomadaires complètes réalisées sur une période de 3 mois et des procédés employés ;
- la vérification périodique de l'installation de détection incendie réalisée selon une fréquence annuelle alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit une fréquence semestrielle ;
- l'incertitude demeure sur les capacités réelles d'approvisionnement en eau incendie du site, le débit en fonctionnement simultané des 3 poteaux incendies alimentés par le même réseau, n'a pas été confirmé via un test ou une simulation ;
- la nécessité de modifier l'installation de traitement des effluents afin de respecter les valeurs réglementaires pour le pH des eaux industrielles rejetées ;
- les vitesses d'éjection des fumées insuffisantes pour les conduits correspondant à la machine de vernissage.

Le non-respect des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement. Compte tenu des actions correctives déjà engagées par l'exploitant et celles à venir, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes |

d'accréditation.

### Constats :

La visite d'inspection réalisée le 04/09/2024 dans le cadre de l'action nationale sur les substances per - et polyfluoroalkylées « PFAS » qui portait sur le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, avait conduit aux constats suivants :

- l'absence de mesure du paramètre AOF pour les deux premières campagnes ;
- les analyses portant seulement sur les eaux industrielles ;
- les prélèvements réalisés par l'exploitant qui n'est pas accrédité.

L'exploitant pouvant justifier d'une méthode de prélèvement compatible avec celle du guide ministériel de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage, l'inspection avait demandé la réalisation d'une quatrième campagne au niveau des 3 rejets du site (rejet après station et les 2 rejets EP) afin d'avoir une seconde mesure pour l'AOF et de déterminer la présence ou l'absence de PFAS dans les rejets d'eaux pluviales. Il avait été précisé qu'une analyse supplémentaire serait nécessaire en cas de présence avérée et notable d'AOF ou de présence de PFAS dans les rejets d'eaux pluviales

La campagne d'analyse n'a pas été réalisée dans les délais requis. C'est une non-conformité. Tenant compte du fait que l'exploitant a transmis avant la visite d'inspection un devis daté du 6 février 2026 pour la réalisation d'une campagne PFAS (avec prélèvements et analyses), il n'est pas proposé dans un premier temps de mise en demeure.

Ce devis prévoit la réalisation de prélèvements par TERANA, avec l'accréditation N°1-6125. Cette accréditation ne porte pas sur l'échantillonnage sur la matrice « eaux résiduaires », en vue d'analyses physico-chimiques selon la norme FD T90-523-2. C'est probablement une erreur d'écriture, d'après le site de COFRAC, TERANA dispose de cette accréditation, (référéncée N°1-6949) pour le laboratoire situé à Nevers dans la Nièvre.

Les analyses sont confiées à IANESCO disposant de l'accréditation N°1-6209. Après consultation de la portée détaillée de ce laboratoire sur le site de COFRAC, il apparaît qu'il est accrédité pour des analyse des 20 substances PFAS « obligatoires » sur la matrice « eaux résiduaires ».

L'exploitant a indiqué au cours de la visite qu'il souhaite encore investiguer vers des laboratoires moins éloignés afin de réduire les coûts et de mieux appréhender la réalisation de prélèvement pour les rejets d'eau pluviales. L'inspection lui a communiqué la procédure permettant de rechercher des organismes accrédités sur le site Internet du COFRAC.

Il est rappelé à l'exploitant que les campagnes d'analyses doivent être réalisées:

- pour tout échantillonnage, par un organisme de prélèvement accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice « eaux résiduaires », en vue d'analyses physico-chimiques selon la norme FD T90-523-2;
- pour l'analyse des vingt substances obligatoires, par un laboratoire accrédités selon la norme NFEN ISO/IEC 17025 pour chacune de ces vingt substances sur la matrice « eaux résiduaires » ;
- pour l'analyse des « autres » PFAS (différents des vingt obligatoires) et pour l'analyse du

|   |
|---|
| paramètre AOF, l'accréditation n'est pas demandée.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra transmettre dans un délai de 2 mois un bon de commande pour la réalisation d'une campagne « PFAS » avec prélèvements et analyses par un organisme accrédité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

#### N° 2 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 7.5.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits incompatibles  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Constat inspection 2024</u><br><i>«La rétention sur laquelle est disposé le rack de stockage est cloisonnée afin d'éviter en théorie la présence de produits incompatibles, en l'occurrence acides et bases sur la même rétention. Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de 5 conteneurs de 800 litres d'acide chlorydrique stockés avec les bases. C'est une non conformité.<br/> L'exploitant justifie la situation par des difficultés d'approvisionnement qui l'ont amené à constituer des stocks plus importants d'acide chlorydrique.<br/> Il est demandé à l'exploitant d'associer les produits acides et basiques à des rétentions distinctes au moyen de la réorganisation du stockage sur les racks et de la mise en place d'un cloisonnement supplémentaire au niveau de la rétention dans un délai d'un mois. »</i><br><br>Des tôles inox ont été mises en place dans la rétention afin de séparer chaque travée de racks et éviter le mélange de produits incompatible en cas d'écoulement. La rétention a été cloisonnée en quatre parties : zone acide 1, zone basique, zone neutre et zone acide 2.<br>Chaque zone dispose d'un affichage avec la liste des produits, les pictogrammes de danger, la quantité et le volume maximum de stockage par produit ainsi que les volumes de stockage maximum autorisé et de la rétention associée à la zone concernée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 4.5.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres / Code SANDRE / Type de suivi (\*) / Périodicité de la mesure (\*\*) / Méthode utilisée  
Température / --- / Instantané / Continue / -  
Débit / --- / Instantané / Continue / -  
PH / --- / Instantané / Continue / NF EN ISO 10523  
MEST / 1305 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN 872  
DBO5 / 1313 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN 1899-1  
CN libres / 1390 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN ISO 14403  
F / 7073 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF T90-004 / NF - EN ISO 10304-1  
Nitrites / 1339 / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Azote global / 1551 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN ISO 25663  
P / 1350 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN ISO 6878 - NF EN ISO 11885  
DCO / 1314 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF T 90 101  
Indice hydrocarbure / 7007 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN ISO 9377-2  
AOX (\*) / 1106 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN 1485 - NF EN ISO 9562  
Aluminium / 1370 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN ISO 11885  
Cu / 1392 / Moyen 24h / Hebdomadaire / NF EN ISO 11885  
Chloroforme / 1135 / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Nonylphénols / 1958 / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Tétrachloroéthylène / 1272 / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Trichloroéthylène / 1286 / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Sulfate / 1338 / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Sulfure / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Matière extractible à l'hexane / 7464 / Moyen 24h / Hebdomadaire  
Fer / 1393 / Moyen 24h / Journalière / NF EN ISO 11885  
Ni / 1386 / Moyen 24h / Journalière / NF EN ISO 11885  
Zn / 1383 / Moyen 24h / Journalière / NF EN ISO 11885

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

## Constats :

### Constat inspection 2024

« L'autosurveillance mise en œuvre par l'exploitant est limitée aux paramètres suivants : DCO, Nitrite, Azote, MES, Nickel, Cuivre Zinc et Fer avec une périodicité hebdomadaire. C'est une non-conformité.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un programme de surveillance qui respecte, en terme de mesure, de paramètres et de fréquence les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai d'un mois. Les résultats devront être transmis chaque mois à l'inspection des installations classées. »

Les résultats de la surveillance des rejets pour 2025 transmis par l'exploitant comportent des mesures journalières pour le pH, la température et le débit ; et des mesures hebdomadaires pour les paramètres suivants : DCO, Nitrite, Azote, Phosphore, MES, Nickel, Cuivre, Zinc, Manganèse et Fer. Le programme de surveillance n'est pas respecté. C'est une non-conformité.

Il convient toutefois de souligner que l'exploitant a réalisé une analyse hebdomadaire par le

laboratoire CTC de l'ensemble des paramètres prescrits dans le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux sur une période de 3 mois allant du 26/09/2024 au 11/12/2024. Sur la base des résultats obtenus, il va solliciter l'allègement de l'autosurveillance.  
Considérant la démarche prévue par l'exploitant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps  
d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre dans un délai d'1 mois une proposition de programme de surveillance avec tous les éléments d'appréciations : analyses, produits employés, description des procédés, ...

Le cadre d'autosurveillance a été ajouté sur GIDAF, il est demandé à l'exploitant de le renseigner chaque mois à compter de janvier 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 7.8.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  
L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement a minimas par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel / Fréquence minimale de contrôle

Extincteur / Annuelle

Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) / Semestrielle

Installation de détection incendie / Semestrielle

Installations de désenfumage / Annuelle

Portes coupe-feu / Annuelle

**Constats :**

L'exploitant a présenté les documents suivants afin de justifier de l'entretien et du bon fonctionnement des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie :



|  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport de vérification par DESAUTEL des extincteurs portatifs (55), sur roue (3) et de 4 RIA. Intervention réalisée le 09/09/2025.</li> <li>- contrat de maintenance préventive et corrective par DESAUTEL pour les extincteurs et les matériels de secours établi le 30/03/2021.</li> <li>- bon d'intervention daté du 09/12/2025 de la société ESP pour la visite annuelle de vérification du système de détection incendie. L'intervention a consisté à tester les déclencheur et automatique d'alarme incendie, les caméras thermiques, les linéaires, les sirènes flashes, le dispositif de télésurveillance. Le système est conforme d'après le bon d'intervention qui signale « travaux à prévoir pour rajout de flashes dans WC. L'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés. D'après le plan et la liste des bus affichée au niveau de la centrale, l'ensemble du site est couvert par le système incendie. Le jour de la visite, la centrale n'affichait pas de défaut. La fréquence semestrielle de contrôle prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas respectée. L'exploitant transmettra le rapport d'intervention pour la vérification du système de détection incendie qui devra être réalisé avant le 9 juin 2026.</li> <li>- la vérification des dispositifs de désenfumage a été effectuée le 10/09/2025 par la société DESAUTEL. Le rapport d'intervention fait état de la nécessité de remplacer le matériel pneumatique qui est âgé de plus de 10 ans ainsi que l'encombrement de l'accès aux dispositifs de commandes de désenfumage. Le bon de commande daté du 14/10/2025 pour 14 cartouches CO2 a été transmis par l'exploitant. Le jour de la visite, l'accès au dispositif de commande n'a pas été contrôlé. L'exploitant veillera à transmettre une photo pour témoigner de l'accessibilité au dispositif de commandes de désenfumage.</li> </ul> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une photo pour témoigner de l'accessibilité au dispositif de commandes de désenfumage ;</li> <li>- le rapport d'intervention correspondant à la vérification du système de détection incendie qui devra être réalisé avant le 9 juin 2026.</li> </ul>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

#### N° 5 : Ressources en eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 7.8.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La défense incendie de l'établissement est assurée au moyen d'une citerne souple disposée sur le parking d'un volume de 360m<sup>3</sup> (dont les entrées et sorties sont protégées contre le gel) et de 3 poteaux d'incendie normalisés (l'un situé sur le domaine public, d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h et les 2 autres sur le site, d'un débit 60 m<sup>3</sup>/h) capables de fournir 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit 720 m<sup>3</sup> sur 2h.</p> <p>Ces moyens répondent au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie selon le calcul D9.</p> |

Ces prises d'eau sont accessibles en tout temps aux véhicules de lutte incendie et situées à proximité de l'établissement. Elles font l'objet de vérifications annuelles. Les résultats de ces vérifications sont consignés dans un registre prévu à cet effet, L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique de la disponibilité des débits simultanés.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

### **Constats :**

Les poteaux étant alimentés par le même réseau, une interrogation subsiste sur les capacités réelles d'approvisionnement en eau : le débit en fonctionnement simultané des poteaux est à confirmer. Pour rappel, le besoin en eau est de 320 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

Lors de la visite d'inspection du 24/05/2022, il avait été demandé à l'exploitant de communiquer sous les documents (attestations, rapports de mesures, photos, etc.) permettant de justifier que la capacité réelle d'approvisionnement en eau incendie du site de 720 m<sup>3</sup> est bien assurée.

L'exploitant indique avoir pris l'attache de VEOLIA, gestionnaire du réseau public mais sans résultat. L'option qui consistait à réaménager l'ancienne citerne qui alimentait le dispositif de sprinklage, n'a finalement pas pu être retenue en raison de l'état dégradé de la cuve.

L'exploitant a transmis une fiche de vérification annuelle, en date du 02/10/2025 par la société DESAUTEL, des débits et pressions de trois poteaux d'incendie (PI) nommés « 1, 2 et 3 » sur le document :

- 2 PI privés : 1 poteau implanté à 4 m du bâtiment (coin Nord) côté parking du personnel et 1 poteau implanté sur le côté opposé du site à environ 16 m du bâtiment.
- 1 PI public situé en entrée de site à environ 18 m du portail d'entrée pour les livraisons.

Les débits mesurés à 1 bar sont respectivement 100, 116 et 150 m<sup>3</sup>/h pour les poteaux 1,2 et 3. La mesure n'a pas été réalisée en fonctionnement simultané des poteaux.

Si la mesure des débits des 3 poteaux en simultané n'apparaît pas réalisable, il a été rappelé à l'exploitant qu'il existe des logiciels informatiques de simulation et que cette prestation peut être confiée à des sociétés spécialisées dans ce domaine.

En cas de débit insuffisant, une réserve d'incendie devra être aménagée à une distance par rapport au bâtiment de 10 m minimum ou 1,5 fois la hauteur du bâtiment pour éviter que la ruine

|  |
|--|
| <p>du bâtiment ou que les effets du flux thermique empêchent l'utilisation de cette source d'eau. (emplacement à valider avec le SDIS)</p> <p>L'exploitant a déclaré souhaiter solliciter à nouveau le gestionnaire du réseau. Considérant la démarche prévue par l'exploitant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra adresser un courrier au gestionnaire du réseau avec copie à l'inspection des installations classées et au Pays de Montbéliard Agglomération. Dans un délais de 3 mois, il transmettra à l'inspection les résultats de son investigation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisation d'une mesure de débit en simultané</li> <li>- simulation</li> <li>- aménagement d'une réserve d'eau ...</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>   |

#### N° 6 : Consommation d'eau spécifique

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 8.1.3.4</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux de rinçage ;</li> <li>• les vidanges de cuves de rinçage ;</li> <li>• les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;</li> <li>• les vidanges des cuves de traitement ;</li> <li>• les eaux de lavage des sols ;</li> <li>• les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.</li> </ul> <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux de refroidissement ;</li> <li>• eaux pluviales ;</li> <li>• les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.</li> </ul> <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> |

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

La consommation spécifique d'eau de l'installation n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée par fonction de rinçage.

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

**Constats :**

D'après la feuille de calcul transmise par l'exploitant, la consommation spécifique moyenne est de 6,60 l / m<sup>2</sup> pour la ligne de traitement PH 1407 et 5,60 l / m<sup>2</sup> pour la ligne de traitement PH 1409.

La consommation varie en fonction des références produites. En effet, les chaînes de traitement sont composées de tonneaux contenant les pièces à traiter, déplacés sur pont roulant dans les différents bains. Le rapport poids/surface des pièces à traiter contenues dans un tonneau est variable.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Conduite de l'unité de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 8.1.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installations de traitement des effluents industriels

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement des effluents doivent être placées sous la surveillance régulière de préposés dûment formés, chargés de contrôler les paramètres de fonctionnement conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les installations sont conçues, exploitées et entretenues en permanence en bon état de fonctionnement, notamment en ce qui concerne les organes de mesure, de dosage de réactifs et les alarmes, de manière à réduire à leur minimum les périodes d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent, assurer pleinement leur fonction.

Les pompes de relevage des eaux issues des halls de production doivent pouvoir être commandées à partir de l'atelier de production et de la station de traitement. Elles seront arrêtées pendant les heures de fermeture de l'atelier de production ou de la station de traitement.

En cas de perturbation ou d'incident affectant les installations de traitement susceptibles d'entraîner un dépassement des normes de rejet, le fonctionnement et l'alimentation en eau des chaînes de traitement de surface doivent être interrompus. Aucune opération de doit être reprise avant la remise en état du circuit d'épuration, sauf dans les cas exceptionnels intéressant la

sécurité des personnes.

### Constats :

Sur les lignes de traitement de surface, les effluents issus des bains usés d'attaque acides et des cuves de rinçage acido-basiques sont traités par une station de détoxification physicochimique. Les bains usés de dégraissage sont quant à eux récupérés en cuve tampon et éliminés en tant que déchets. Il en est de même des bains de finition huiles et cires.

Les déchets produits au niveau de la ligne de traitement de surface sont les suivants :

- Les bains usés de dégraissage (y compris des machines à laver) non traités sur site (cuve 12 m3)
- Les Big Bag de boues de station pressés (2 x 1600 kg) sont classés sous la rubrique 4440.
- Les bains de finition huiles et cires.

Le site dispose de cuves tampon pour les bains usés acides (7,5 m3) et de rinçages acido-basiques (20 m3). Ces cuves sont pompées en continue pour transiter dans des cuves de neutralisation au lait de chaux (4 m3), oxydation (4 m3) et floculation (2 m3).

Les effluents ainsi traités sont ensuite décantés. Les boues obtenues transitent vers une cuve tampon de 6,5 m3 pour ensuite être pressées et mises en big bag.

Les eaux claires du décanteur sont passées dans un filtre à sable puis dans un poste de contrôle final avant d'être rejetées.

La station interne a été dimensionnée pour recevoir et traiter un débit d'eaux usées de 96 m3/j maximum, avec un débit en pointe de 5 m3/h. D'après les relevés transmis par l'exploitant, la station traite en moyenne 50 à 55 m3 d'eaux usées par jour avec les 2 lignes de TTS. Le débit maximal journalier est de 70 m3/j pour eaux usées issues du process qui sont rejetées dans le réseau communal vers la station d'épuration d'Arbouans avant d'être rejetées dans le Doubs.

La STEP fait l'objet d'un suivi journalier qui est tracé dans des fiches. Ces fiches consignent les opérations permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'installation, avec notamment :

- la vérification de la marche des voyants de signalisation sur l'armoire, du débit de filtration, de l'approvisionnement en réactif de traitement, de l'état des sols et rétentions ;
- le contrôle visuel de l'oxydation à l'air (bullage) dans la cuve acido-basique et dans la cuve a boue, de la surface du décanteur, de l'aspect des boues déshydratées, de l'état des réacteurs intérieur/extérieur (neutralisation, oxydation, floculation) et des eaux clarifiées.
- la relève des paramètres de fonctionnement (volume lait de chaux, BU acide, BU alcalin, pH et température en sortie)
- ...

L'entretien de la STEP est tracé dans des fiches de suivi hebdomadaires (stock consommable, nettoyage et étalonnage des électrodes de pH, prélèvement d'échantillon pour analyse labo ...) et mensuelles (contrôle de l'ensemble des pompes et des niveaux d'huile, entretien filtre presse)

La gestion de la maintenance s'effectue via le logiciel de gestion de maintenance MiniMaint qui

permet entre autre d'enregistrer les opérations de maintenance et de sortir des bons d'intervention. Le logiciel ne fait pas état d'opérations de maintenance sur l'installation de traitement pour l'année 2025. L'exploitant a expliqué que les opérations d'entretien ne sont pas gérées via ce logiciel.

La station pilote le fonctionnement des arrivées d'eau et de la pompe de relevage, elle est prioritaire sur les commandes de ligne.

La visite terrain a porté sur le poste de contrôle final avant rejet (= cuve de mesure). Le pH, la température et le débit sont mesurés en continu. Concernant le pH, une sonde est placée dans la dernière cuve de contrôle avant rejet. Un compteur est installé en amont de la cuve de contrôle avant rejet et le débit journalier est relevé toutes les 24H.

Le jour de la visite, le contrôleur digital indiquait une valeur de 10,55 pour le pH. Pour rappel, l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit des valeurs comprises entre 6,5 et 9 pour les eaux industrielles.

En cas de pH non conforme, l'automate est censé interdire l'évacuation des eaux usées, et lorsque le niveau haut est atteint dans les cuves, l'arrivée d'eau est coupée. Questionné sur la valeur consignée dans l'automate pour interrompre les rejets aqueux, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le seuil qui a été paramétré car il n'a pas accès à ces réglages. En l'état, si un seuil haut a bien été fixé, il est indubitablement supérieur à la valeur limite autorisée.

L'exploitant envisage de mettre en place une pompe doseuse avec injection d'acide sulfurique dans la cuve de rejet avec pilotage par la station.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai d'un mois un plan d'action pour garantir le respect des valeurs réglementaires pour le pH des eaux industrielles rejetées.

Ce plan définira notamment les délais pour :

- le dimensionnement d'une pompe doseuse avec injection d'acide sulfurique dans la cuve de rejet (le débit de la pompe sera lié au débit de rejet) ;
- la mise en place d'un agitateur et de la pompe doseuse dans la cuve de rejet ;
- l'automatisation du procédé : contrôle en temps réel et pilotage de la pompe par la station ;
- le paramétrage des seuils d'interruption des rejets et d'alimentation de la station par les bains.

Le délai proposé pour la réalisation complète du projet ne devra pas excéder 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Conditions générales de rejet**

|  |              |                 |                                     |                                |
|--|--------------|-----------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2021, article 3.2.3 |              |                 |                                     |                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques                      |              |                 |                                     |                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |              |                 |                                     |                                |
|  | Hauteur en m | Diamètre en m   | Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h | Vitesse mini d'éjection en m/s |
| Conduit n° 1   | 9,5          | 0,2             | 1380                                | 15                             |
| Conduit n° 2   | 9,5          | 0,2             | 1260                                | 15                             |
| Conduit n° 3   | 9,5          | 0,32            | 1460                                | 8                              |
| Conduit n° 4   | 12,35        | 1,25            | 39600                               | 8                              |
| Conduit n° 6   | 9,5          | Section 600*600 | 14000                               | 12                             |

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

**Constats :**

Les mesures de rejet des émissions atmosphériques montrent des non-conformités récurrentes vis à vis des vitesses d'éjection des fumées pour les conduits 1 (application vernis), 2 (désolvatation) et 3 (séchage) qui correspondent à la machine de vernissage, appelée SIDASA, destinée à déposer une couche de vernis par procédé au trempé.

Les valeurs mesurées sont de 14,6, 10 et 7,48 m/s pour des vitesses mini respectives de 15, 15 et 8m/s.

D'après l'exploitant, les vitesses d'éjection définies dans le dossier d'autorisation environnemental sont trop élevées à la suite de calculs erronés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra justifier du mauvais positionnement des vitesses d'éjection et proposer des valeurs corrigées dans un délai d'1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois